

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - Bulgarie/Déplacement de  
Mme Nathalie Loiseau -  
Sécurité/Douzième rencontre sur la  
sécurité des entreprises françaises à  
l'étranger - Kazakhstan/Accident de  
car - Syrie - Russie**  
(Paris, 18 janvier 2018)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**Bulgarie - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (Sofia, 19-20 janvier 2018)**

Mme Nathalie Loiseau se rend à Sofia les 19 et 20 janvier 2018, au moment où la Bulgarie prend pour la première fois, au premier semestre 2018, la présidence du Conseil de l'Union européenne.

La ministre chargée des affaires européennes s'entretiendra notamment avec Mme Ekaterina Zakhariyeva, vice-Première ministre chargée de la réforme judiciaire et ministre des affaires étrangères, et Mme Lilyana Pavlova, ministre chargée de la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne. Mme Nathalie Loiseau évoquera l'importance de promouvoir une Europe qui protège. Elle présentera notre approche des consultations citoyennes, qui permettront de mieux identifier les attentes des Européens à l'égard de l'Union. Elle participera également avec Mme Lilyana Pavlova à une conférence intitulée «Quelle ambition pour l'Europe ?» à l'institut français de Sofia.

Ce déplacement permettra d'échanger avec les autorités bulgares sur les priorités de leur présidence et sur les travaux de refondation de l'Union européenne. L'agenda de la présidence bulgare sera notamment marqué par le début des discussions sur le prochain cadre financier pluriannuel et par la poursuite des travaux sur des dossiers prioritaires : gestion des flux migratoires et redéfinition du régime européen d'asile ; consolidation de la zone euro ; renforcement de l'Europe de la défense ; ou encore développement des relations de l'Union avec les Balkans occidentaux.

**Sécurité - Douzième rencontre sur la sécurité des entreprises françaises à l'étranger (Paris, 18 janvier 2017)**

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a ouvert ce matin la douzième édition de la rencontre annuelle sur la sécurité des entreprises françaises à l'étranger. À cette occasion, il a salué la mobilisation des

représentations professionnelles et clubs d'entreprises au service de la sécurité des Français expatriés ou de passage à l'étranger.

Le centre de crise et de soutien du Quai d'Orsay réunit chaque année plus de 300 responsables de haut niveau du secteur privé, de la société civile et de l'administration pour échanger sur les questions de sécurité pouvant affecter les activités économiques et commerciales à l'étranger. L'objectif est de contribuer collectivement à la diffusion d'une culture de la protection, permettant aux entreprises françaises d'opérer à l'étranger dans les meilleures conditions de sécurité.

Cette année, les travaux ont porté sur trois volets principaux : les enjeux sécuritaires de l'année 2018 ; l'impact de l'environnement stratégique sur le climat des affaires en Asie orientale ; la coopération entre l'administration et les entreprises dans les situations d'urgence.

M. Jean-Baptiste Lemoyne a indiqué que «la sécurité est une chaîne dont la solidité dépend de chaque maillon» et a en particulier souligné les points suivants :

- le besoin d'anticipation, de formation et d'action face à des risques de plus en plus complexes ;
- les nouveaux défis posés par les systèmes d'information et leurs usages, qui créent de nouvelles vulnérabilités en termes de sécurité et d'intelligence économique ;
- l'utilité d'un accompagnement, notamment par les grands groupes, de leurs partenaires et de leurs prestataires ;
- l'impératif de coopération solidaire entre les acteurs privés et publics.

Kazakhstan - Accident de car (18 janvier 2018)

Nous avons appris avec émotion l'accident d'autocar survenu le 18 janvier dans l'ouest du Kazakhstan, qui a coûté la vie à plus de 50 personnes, dont de nombreux ressortissants ouzbeks.

La France présente ses condoléances aux familles des victimes.

Dans ce moment douloureux, nous assurons de notre solidarité le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

Syrie

Q - Moscou a-t-elle décidé d'inviter les Etats-Unis et les autres membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU en tant qu'observateurs au Congrès du dialogue national syrien à

Sotchi le 29-30 janvier ? La France a-t-elle déjà reçu l'invitation ? Envisagez-vous de participer à ce congrès ?

R - La France est attachée au dialogue avec la Russie pour avancer vers une transition politique en Syrie. Nous n'avons reçu aucune invitation pour la réunion à laquelle vous vous référez.

Les négociations inter-syriennes de paix conduites sous l'égide des Nations unies sont le seul cadre légitime en vue d'une transition politique négociée en Syrie, conformément aux termes de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Toute initiative sur l'avenir de la Syrie doit s'inscrire dans ce cadre. Nous souhaitons que les efforts russes contribuent au nécessaire consensus international pour parvenir à une solution en Syrie.

La France réitère son soutien aux efforts conduits par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. Elle continuera d'oeuvrer avec ses partenaires pour contribuer au succès de sa médiation.

Russie

Q - Les locaux de l'ONG Mémorial en Ingouchie ont brûlé hier. Êtes-vous inquiets de la situation de cette ONG dans les Républiques russes du Nord-Caucase ?

R - La France condamne l'incendie, dont plusieurs éléments laissent à penser qu'il est d'origine criminelle, des locaux de l'association de défense des droits de l'Homme «Mémorial» - survenu le 17 janvier à Nazran (République d'Ingouchie).

Ces faits interviennent quelques jours après l'arrestation et le placement en détention en Tchétchénie d'Oyub Titiev, responsable de cette même ONG.

Nous exprimons notre préoccupation face aux pressions et intimidations dont fait l'objet la société civile en Russie, tout particulièrement dans le Caucase du Nord. Nous appelons les autorités russes à mettre en oeuvre les mesures nécessaires, conformément à leurs engagements internationaux, afin de garantir la sécurité et l'intégrité des défenseurs des droits de l'Homme./.